



Crise :

c'est par où la sortie ?

Malgré une flopée de plans d'austérité, la crise s'installe, faisant craindre aux bourgeois leur propre faillite. Noyés sous les chiffres et les analyses « d'experts », c'est pas facile de comprendre. On a l'impression d'une « catastrophe naturelle » qui s'abattrait sur nous, alors que c'est un fléau chronique du capitalisme !

Un ennemi sans visage ? Est-ce la faute de la finance, des spéculateurs, des agences de notation ?

Les gouvernements bourgeois, eux, ont leurs coupables tout désignés : les immigrés, les chômeurs, les soi-disant « assistés » vivant aux minima sociaux. Foutaises ! Les Etats ne sont pas au bord de la faillite pour quelques fraudes individuelles, mais à cause de leur politique au service du capital.

Les milliards pour renflouer les banques, le bouclier fiscal, Total qui ne paye pas d'impôts en France, voilà les vrais profiteurs, la fraude « légalisée ».

Dénoncer exclusivement la dictature des « marchés », c'est faire diversion pour masquer la réalité d'une classe possédante qui nous opprime. C'est déplacer le problème pour détourner notre révolte, et permettre aux capitalistes de nous pressurer toujours plus : en reculant l'âge de la retraite, en augmentant les impôts les plus injustes, comme la TVA qui pénalise au quotidien les plus exploités. Chacun peut voir l'écart se creuser entre des riches toujours plus riches et les travailleurs toujours plus pauvres. Aujourd'hui sur un smic (faut-il encore travailler à plein temps...) les $\frac{3}{4}$ du salaire passent tous les mois dans les charges. Ce qu'il reste pour bouffer et vivre : rien, à peine de quoi reproduire notre force de travail.

Certains en viennent à penser que la crise est un **prétexte** pour nous dépouiller encore plus, une espèce « d'arnaque », vu que les profits n'ont pas l'air de baisser pour tout le monde!

La crise est pourtant bien réelle, et elle accentue la concurrence entre les capitalistes. Au jeu du « manger ou être mangé », les gros s'en tirent toujours mieux, il n'y a qu'à voir les fermetures de boîtes et les PME qui mettent la clé sous la porte. Mais dans cette guerre économique, c'est toujours les prolos qui paient les pots cassés.

L'issue de la crise est incertaine, elle dépend de notre résistance, de notre capacité à ne pas nous laisser diviser, à nous organiser pour combattre les politiques anti-populaires. Sarkozy voulait déjà en 2008 « moraliser » le capitalisme, taxer le capital, mais l'exploitation n'aura jamais un « visage humain ». C'est eux ou nous. Avec le capitalisme le pire est forcément à venir, mais une alternative existe, c'est le communisme. Ce n'est pas une voie facile, mais rompre avec la logique du profit est le seul moyen pour construire une société sans chômage, une société « durable », sans amiante et sans nucléaire, une société solidaire plutôt qu'individualiste. Pour cela, les prolétaires doivent défendre eux-mêmes leurs intérêts. Pour cela, il faut le pouvoir, car malgré ses crises, le capitalisme ne s'effondrera jamais tout seul.

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



C'est la crise de quoi ? C'est le capitalisme qui est en crise !



🔴 Crise et crise financière

Les capitalistes recherchent le profit (ou la plus-value) qui permet d'avoir toujours plus de capital. Les marxistes expliquent que leur but est « **l'accumulation** » du capital. Ce capital peut servir à frimer avec des yachts ou des ferraris mais il n'a de valeur que s'il est ré-investi dans de nouveaux moyens de production (pour nous exploiter encore plus). Ce cycle ne s'interrompt jamais, c'est une fuite en avant. Les capitalistes mesurent leurs gains en milliards, mais surtout en pourcentage, c'est-à-dire un taux de rentabilité du capital qu'ils veulent maintenir coûte que coûte. Pour les capitalistes, une crise c'est la baisse de ce taux de rentabilité (« ou **taux de profit** ») qui signifie concrètement pour eux le ralentissement de l'accumulation. La mesure du profit en milliards se voit dans les résultats des entreprises, mais pas le taux. La crise actuelle est une crise de **surproduction de capital**, il y en a trop par rapport à ce qui peut être réinvesti dans la production. La surproduction de marchandises – qui ne sont pas achetées – où les capitalistes ne récupèrent pas le profit espéré, n'est qu'un aspect de la crise. Les réformistes en restent là et pensent sauver le système par la relance de la consommation.

En situation de crise, les capitalistes vont vouloir engranger un maximum et le plus vite possible, ce qui provoque une **frénésie spéculative**. D'une part, une partie des valeurs aux mains des capitalistes ne vont plus à la production (de plus value), mais au gain immédiat (bourse). D'autre part, le **crédit**, mais aussi les dépenses d'Etat, permettent de soutenir la consommation. Le crédit permet d'écouler le capital et de spéculer en anticipant sur des gains futurs (ils parient et parfois ils perdent, comme cela s'est manifesté dans la crise de l'immobilier américain).

Désigner les **agences de notation** comme responsables de la crise, c'est confondre l'indication du thermomètre et la maladie. Qu'elles soient privées comme la bande des trois (S&P, Moody's et Fitch) ou publiques comme l'agence européenne prônée par Sarkozy ne change rien. Elles notent les équilibres commerciaux du marché capitaliste, et la possibilité pour un créancier de récupérer ses investissements. La **régulation par la dette** a toujours été un outil d'asservissement des peuples, en premier lieu des pays dominés, auxquelles le FMI impose l'austérité depuis des décennies. Maintenant, via les agences de notation, on nous explique que c'est notre tour ! Si elles ne provoquent pas les crises, elles sont de bonnes justifications aux politiques d'austérité (sous couvert de garder les AAA), et sont de parfaits épouvantails pour détourner notre colère.

🔴 Un Etat peut il faire faillite ?

La **faillite** ou cessation de paiement, c'est la situation d'une personne, d'une entreprise, d'un Etat qui ne peuvent plus faire face à leurs obligations financières : payer les fournisseurs, rembourser ses dettes, payer les salariés. Ça correspond aussi à une situation où la valeur des « actifs » détenus (pour une entreprise, un Etat), c'est-à-dire la valeur de ce qu'ils possèdent : machines, bâtiments, terrains, créances sur d'autres, placements financiers, est inférieure à la valeur de ce qu'elle doit (dettes, placements faits chez elle par d'autres, factures dues à ses fournisseurs...). Par exemple en France, la dette publique est de 1 646 milliards d'euros, mais les actifs publics de 2 273 milliards d'euros.

N'oublions pas qu'en situation d'endettement, ceux qui « prêtent » en tirent profit comme l'Allemagne et la France aux dépens de la Grèce.

Pour éviter la faillite, c'est-à-dire continuer à payer leurs emprunts ou leur fournisseurs, les Etats très endettés se voient imposer :

- > d'**augmenter l'exploitation** directe ou indirecte (réduction des salaires, des dépenses de santé, d'éducation)
- > de **privatiser** des biens publics (des « actifs ») souvent au bénéfice de leur prêteurs. La Grèce se voit imposer des privatisations pour 50 Md d'Euros
- > d'obtenir des **rééchelonnements** de leurs dettes...

Dans tous les cas, lorsqu'un pays a des difficultés à faire face au remboursement de ses emprunts, le rapport de force passe du côté des prêteurs ou des institutions internationales (FMI, etc) dominés par les pays impérialistes. Il y a donc une perte d'autonomie voire une mise sous tutelle politique comme pour la Grèce ou l'Italie.

Les crises ont pour conséquence une hausse importante du chômage pour les ouvriers. 900 sites industriels ont fermé en France ces trois dernières années. Mais le capitalisme peut être prospère avec un niveau relativement élevé de chômage, ce n'est pas pour les capitalistes un indice d'une crise économique.

Les crises sont aussi l'occasion pour la bourgeoisie de liquider ce qui n'est pas rentable (les moyens de production mais aussi les hommes), d'augmenter la rentabilité de ce qui reste en durcissant l'exploitation.

Aujourd'hui, pour restaurer son taux de profit, la bourgeoisie impose :

- > la baisse du pouvoir d'achat ouvrier
- > l'intensification du travail (chasse aux temps morts)
- > les attaques sur les salaires indirects (santé, éducation,...)
- > les délocalisation vers les pays aux salaires les plus bas

Pourquoi la crise est-elle mondiale ?

La crise est d'autant plus grave qu'elle frappe les deux principaux pôles économiques impérialistes : les Etats-Unis et l'Europe. Le reste du monde (Chine, Russie, Brésil...) est en position de prêteur. La dette et la crise rebattent les cartes entre tous les pays impérialistes. La Chine détenant plus du quart de la dette extérieure des USA, elle n'a pas pourtant intérêt à voir les USA en difficulté financière. En effet, si les USA ne pouvaient pas payer leur dettes, ou s'ils dévaluaient leur monnaie, la Chine verrait ses avoirs en dollars perdre de la valeur, et d'autre part elle serait moins en condition de vendre sur le marché américain. Ça voudrait dire moins d'exportations et donc la nécessité d'augmenter les salaires pour vendre plus de marchandises aux travailleurs de Chine. De son côté, si les USA dévaluaient le dollar, ils auraient encore plus de mal à trouver des prêteurs et les tensions sociales à l'intérieur du pays s'exacerberaient. C'est la mondialisation capitaliste!

Tous les pays impérialistes sont profondément endettés. Une bonne partie de cet endettement est dû à des dépenses illégitimes, en particulier des **dépenses militaires** (pour mener les guerres en Irak, Afghanistan, etc...) qui ont augmenté dans le monde de 50 % en 10 ans. Avec la crise, la concurrence entre pays impérialistes est plus ouverte que jamais, et chacun essaie de tirer son épingle du jeu, sur le dos des peuples. Dans la guerre économique, les **bourgeoisies européennes** veulent préserver leur place et sont sans pitié pour les maillons faibles. Le « sauvetage » de la Grèce ne visait qu'à sauver les banques, complices et profiteuses de l'endettement, et la construction européenne qui bénéficie d'abord aux grandes puissances comme la France et l'Allemagne.

Démondialisation, protectionnisme, préférence nationale : des fausses solutions !

Rétablir les frontières nationales ou européennes et les barrières douanières en taxant les importations, réindustrialiser les bassins d'emplois avec l'appui de l'Etat et des pouvoirs publics : toutes ces propositions électorales vont dans le sens de la préférence économique à la **production nationale**, du « fabriquons français », du protectionnisme.

Nous refusons la mondialisation capitaliste, mais ces mesures n'ont aucun sens à l'époque de l'impérialisme. La plupart des entreprises à l'origine des suppressions récentes d'emplois en France n'ont rien de « françaises » : Continental, Goodyear, Fralib (groupe Unilever) Arcelor-Mittal, Molex, General Motors, Ford... En 2007, dans l'industrie manufacturière, les entreprises étrangères ont contribué pour 26 % à l'emploi en France. Les monopoles français, bien « de chez nous », Renault, EDF, France-Télécom, Véolia, Saint-Gobain, Areva, Total, etc. sont aussi largement implantés sur toute la planète pour préserver leur compétitivité.

Beaucoup de politiques mettent en avant **la recherche et l'innovation** pour créer des emplois. On a vu que les progrès techniques ne sont pas neutres, les chaînes de production de plus en plus sophistiquées et

productives sont encore plus aliénantes pour les ouvriers. Et surtout c'est être pris au piège de la guerre économique internationale où les pays impérialistes s'arrogent les brevets et la puissance intellectuelle, renforçant leur domination sur le monde. Nous refusons la mise en concurrence internationale des travailleurs et des pays. Ces mesures prétendent restaurer le pouvoir du politique sur l'économique, mais elles nous enchaînent à la logique de nos exploiters, du marché, de la concurrence. Elles détournent la lutte des classes en nous enfermant dans la question nationale ou européenne.

Enfin, les suppressions d'emplois sont dues largement à la hausse de la productivité du travail. D'une part, la machine a remplacé l'homme et il faut moins de travailleurs pour produire une quantité équivalente. D'autre part, les capitalistes ont intensifié considérablement le travail et les cadences. C'est le capitalisme qui fabrique le chômage. Si on veut en sortir, il faut libérer le travail de la logique du profit pour pouvoir **travailler tous, moins, autrement.**

Sortir de la crise, c'est en finir avec le capitalisme

Pour en finir avec les crises, il faut se battre pour construire une autre société, où nos besoins plutôt que le profit dirigeront la production. Cela veut dire aussi **consommer autrement.** Par exemple, sortir du nucléaire demandera à consommer moins d'énergie, en la consommant mieux, ce n'est pas revenir à la bougie ! Construire une société où le temps de **travail** sera partagé entre tous et toutes, où l'intérêt collectif nous guidera (plus de travail à la chaîne, réduction du travail de nuit au strict nécessaire : hôpitaux...). C'est libérer les travailleurs de la concurrence qui les réduit à se vendre aux moins mauvaises conditions. Construire une société où les hommes et les femmes politiques seront révocables à tout moment, où il fera bon vivre pour les prolétaires.



Sortir du capitalisme, c'est rompre avec l'économie de marché et avec la finance qui lui est indissolublement liée. C'est **l'annulation de la dette**, comme l'ont fait les bolcheviques en Russie en 1917. Rompre avec le capitalisme ne sera pas facile, mais ces efforts ne seront pas « des sacrifices », car ils seront au service de la libération de tous, et non au service de l'enrichissement d'une minorité. Pour que les travailleurs ne soient pas « volés de leurs efforts », il faudra qu'ils aient effectivement le pouvoir politique et économique.

Face à l'austérité générale, comment agir ?

Si les prochaines élections laissent espérer que la clique de Sarkozy soit délogée, elles ne changeront quasi rien sur la question de l'emploi face à la crise du capitalisme. Nous ne pouvons pas nous en remettre à **l'Etat**, car si les têtes changent, il reste au service de la classe bourgeoise qui détient le pouvoir économique.

Pour changer ça, il nous faut **notre propre parti**, une organisation communiste dirigée par des ouvriers et des prolétaires, de toutes origines, avec ou sans emploi, qui fera exister politiquement nos besoins fondamentaux. Un parti pour lutter et pour réfléchir, comprendre le monde dans lequel nous vivons, tirer les leçons de nos échecs (comme pour les retraites), pour avancer pas à pas.

Au quotidien, nous résistons, nous luttons, nous soutenons les luttes ouvrières, les luttes démocratiques et progressistes, nous créons des solidarités ici et dans le monde, qui seront l'embryon d'une plus grande force collective pour demain. Sans parti communiste, les ouvriers sont les acteurs de combats dont seuls les réformistes bourgeois tirent profit politiquement. On le voit bien un an après les soulèvements dans le monde arabe. Alors que les luttes au Népal, en Inde, aux Philippines, montrent que les travailleurs peuvent s'organiser pour faire l'histoire selon leurs intérêts, en vue de mettre fin à toute oppression et exploitation.



OCML-VP - BP 122 - 93403 Saint-Ouen Cedex - contact@vp-partisan.org

Visitez notre site internet **www.vp-partisan.org**

Chaque mois, achetez, lisez et faites lire autour de vous notre journal **Partisan.**